

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1992 B 00009

Numéro SIREN : 383 979 036

Nom ou dénomination : CAP-VERT

Ce dépôt a été enregistré le 29/11/2022 sous le numéro de dépôt B2022/054660

Désignation de l'entreprise		SAS CAP-VERT		10 Rue des Cuirassiers		Néant <input type="checkbox"/>	
Adresse de l'entreprise				69003 LYON			
SIRET		3 8 3 9 7 9 0 3 6 0 0 0 3 5					
Durée de l'exercice en nombre de mois *		12		Durée de l'exercice précédent *		12	
				Exercice N clos le		Exercice N-1 clos le	
				31122021		31122020	
ACTIF		Brut 1		Amortissements-Provisions 2		Net 3	
						Net 4	
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations { Fonds commercial* incorporelles { Autres*	010		012			
		014		016			
	Immobilisations corporelles*	028	45 315	030	11 329	33 986	27 937
	Immobilisations financières* (1)	040	479 482	042		479 482	694 490
	Total I (5)	044	524 797	048	11 329	513 468	722 427
ACTIF CIRCULANT	STOCKS Matières premières, approvisionnements, en cours de production *	050		052			
		060		062			
	Avances et acomptes versés sur commandes	064		066			
	Créances { Clients et comptes rattachés* (2) { Autres* (3)	068		070			
		072	260 560	074		260 560	257 093
	Valeurs mobilières de placement	080		082			
	Disponibilités	084	403 924	086		403 924	207 703
	Charges constatées d'avance *	092		094			
	Total II	096	664 483	098		664 483	464 796
	Total général (I + II)	110	1 189 280	112	11 329	1 177 951	1 187 223
PASSIF				Exercice N NET		Exercice N-1 NET	
				1		2	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel *	120			7 500		7 500
	Ecart de réévaluation	124					
	Réserve légale	126			750		750
	Réserves réglementées*	130			122		122
	Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* (131))	132			728 140		510 706
	Report à nouveau	134					
	Résultat de l'exercice	136			(13 297)		217 434
	Provisions réglementées	140					
	Total I	142			723 215		736 513
	Provisions pour risques et charges	154					
DETTES (4)	Emprunts et dettes assimilées	156					
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	164					
	Fournisseurs et comptes rattachés *	166			8 700		4 950
	Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N : (169) 444 464)	172			446 036		445 761
	Produits constatés d'avance	174					
Total III	176			454 736		450 711	
Total général (I + II + III)	180			1 177 951		1 187 223	
RENVIS	(1) Dont immobilisations financières à moins d'un an	193	463 492	(4) Dont dettes à plus d'un an	195		
	(2) Dont créances à plus d'un an	197		(5) Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice *	182	152 181	
	(3) Dont comptes courants d'associés débiteurs	199		Prix de vente hors TVA des immobilisations cédées au cours de l'exercice *	184	321 718	

Formulaire obligatoire (article 302 septies A-bis du Code général des impôts)		Désignation de l'entreprise: SAS CAP-VERT		Néant		
A - RÉSULTAT COMPTABLE				Exercice N clos le 31122021	Exercice N-1 clos le 31122020	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *		209	210		
	Production vendue { biens services * } dont export et livraisons intracommunautaires		215	214		
			217	218	10 800	
		Production stockée * (Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production)			222	
	Production immobilisée *			224		
	Subventions d'exploitation reçues			226		
Autres produits			230	32 101	268 576	
Total des produits d'exploitation hors TVA (I)				232	32 101	279 376
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises * (y compris droits de douane)			234		
	Variation de stock (marchandises) *			236		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements* (y compris droits de douane)			238		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnement) *			240		
	Autres charges externes* : (dont crédit bail : - mobilier : - immobilier :)			242	11 918	9 859
	Impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe professionnelle CFE et CVAE *)	243		244	582	307
	Rémunérations du personnel *			250		
	Charges sociales (cf. renvoi 380 du 2033-D)			252		
	Dotations aux amortissements *			254	8 828	2 501
	Dotations aux provisions			256		
	Autres charges { dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger * dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles }	259		262		352
Total des charges d'exploitation (II)				264	21 329	13 019
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				270	10 772	266 356
PRODUITS ET CHARGES DIVERS	Produits financiers (III)			280	9 932	28 872
	Produits exceptionnels (IV)			290	321 718	795 000
	Charges financières (V)			294		
	Charges exceptionnelles { Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art 217 octies) Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art 39 quinquiés D) }	347		300	352 493	795 000
	Impôts sur les bénéfices * (VII)			306	3 226	77 794
2 - BÉNÉFICE OU PERTE : Produits (I + III + IV) - Charges (II + V + VI + VII)				310	(13 297)	217 434
B - RÉSULTAT FISCAL		Reporter le bénéfice comptable col. 1, le déficit comptable col. 2				
Régime fiscal	Rémunérations et avantages personnels non déductibles*			316		
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles			318		
	Provisions non déductibles*			322		
	Impôts et taxes non déductibles * (cf page 7 de la notice 2033-NOT-SD)			324	3 808	
	Divers*, dont intérêts excédentaires des cptes-ots d'associés	247		330	30 996	
	écarts de valeurs liquidatives sur OPC*		248			
	Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option (Part de loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D))		249		251	
	Charges afférentes à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime			998		
	Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime			999		
	Produits afférents à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime				997	
Détuctions	Entreprises nouvelles (44 sexies A)	986		989		
	Jeune entreprise innovante (44 sexies A)				138	
	Reprise d'entreprises en difficulté (44 septies)	981		991		
	Bassins d'emploi à redynamiser (art. 44 duodécies)				992	
	ZFAN (44 quaterdecies)	345		344		
	Investissements outre-mer				993	
	Zone franche urbaine (44 octies A)	987		127		
	Zones de réhabilitation rurales (44 quindecies)					
	Bassins urbains à dynamiser-BUD (art. 44 sexidécies)					
	Zone de développement prioritaire (art. 44 septidécies)					
dont divers*	Créance due au report en arrière du déficit	346		655		
	Déduction exceptionnelle (art 39 decies A)	643		645		
	Déduction exceptionnelle (art 39 decies B)	648		649		
	Déduction exceptionnelle (art 39 decies C)				641	
Déduction exceptionnelle (art 39 decies D)				647		
Déduction exceptionnelle (art 39 decies E)				649		
Déduction exceptionnelle (art 39 decies F)				990		
RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS				Bénéfice col. 1 Déficit col. 2	352	21 506
Déficits	Déficit de l'exercice reporté en arrière * (Entreprises I.S. seulement)			356		
	Déficits antérieurs reportables : *.....dont imputés sur le résultat :					360
RÉSULTAT FISCAL APRÈS IMPUTATION DES DÉFICITS				Bénéfice col. 1 Déficit col. 2	370	21 506

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-NOT.

ANNEXE LEGALE
31/12/2021

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Principes et conventions générales

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 177 951** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **363 751** euros et un total **charges** de **377 048** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-13 297** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2021** et finit le **31/12/2021**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Evaluation des amortissements

Conformément aux règlements du CRC, l'entreprise a opté pour la simplification offerte aux PME consistant à conserver les conditions d'amortissement définies par les usages antérieurs.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

- Agencements et aménagements : Linéaire 8 ans
- Matériel de transport : Linéaire 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : Linéaire 3 ans

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2021
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres						
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels						
Instal., agencement, aménagement divers						
Matériel de transport	28 790		14 877			43 667
Matériel de bureau, mobilier	1 648					1 648
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 438		14 877			45 315
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations	694 490		960 992		1 176 000	479 482
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières						
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	694 490		960 992		1 176 000	479 482
TOTAL	724 929		975 869		1 176 000	524 797

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2021
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	2 030	8 279		10 309
	Matériel de bureau, mobilier	472	549		1 021
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 501	8 828		11 329	
TOTAL		2 501	8 828		11 329

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

	Début exercice	Augmentations	Diminutions		31/12/2021
			Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS REGLEMEENTEES					
Reconstruction gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement					
Provisions pour hausse des prix					
Provisions pour amortissements dérogatoires					
Provisions fiscales pour prêts d'installation					
Provisions autres					
PROVISIONS REGLEMEENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
Pour litiges					
Pour garanties données aux clients					
Pour pertes sur marchés à terme					
Pour amendes et pénalités					
Pour pertes de change					
Pour pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Autres					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
TOTAL GENERAL					

Dont dotations et reprises {
- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	463 492	463 492	
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	19 090	19 090	
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	241 470	241 470	
Charges constatées d'avances				
TOTAL DES CREANCES		724 052	724 052	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	8 700	8 700		
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	582	582		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	990	990		
	Groupe et associés (2)	444 464	444 464		
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		454 736	454 736		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)		444 464			

Capital social

Etat exprimé en euros

	31/12/2021	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	500,00	15,0000	7 500,00
	Emises pendant l'exercice			
	Remboursées pendant l'exercice			
	Du capital social fin d'exercice	500,00	15,0000	7 500,00

--

Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2021
Total des Charges à payer		6 282
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FACTURES FOURNISSEURS NON PARVENUES</i>	5 700	5 700
Dettes fiscales et sociales <i>ETAT - CHARGES A PAYER</i>	582	582

Filiales et participations

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Capitaux
propresQuote-part
détenue en
pourcentageRésultat
du dernier
exercice clos

A. Renseignements détaillés

1. Filiales (Plus de 50 %)

SCCV LES RICHARDES 3

28 939

99,00

28 939

SAS FONCIERE 3.0

11 435

50,00

435

2. Participations (10 à 50 %)

SCI DESAIX VIVIER-MERLE

35 149

32,26

682

SEP VILLEURBANNE - LOUIS GOUX

(180)

50,00

(180)

SEP LYON 2 - CHARLEMAGNE

6 056

50,00

6 056

B. Renseignements globaux

1. Filiales non reprises en A.

a) françaises

b) étrangères

2. Participations non reprises en A.

a) françaises

b) étrangères

Informations complémentaires

Etat exprimé en euros

Les impacts de l'épidémie COVID-19 sur les comptes de l'exercice

Conformément à l'analyse des Autorités des Normes Comptables (ANC), l'épidémie est née au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2021. A ce titre l'entreprise communique les informations complémentaires suivantes :

Impacts sur le résultat de l'exercice :

Les éventuels impacts sur le niveau de l'activité et ses conséquences sur les agrégats de l'entreprise (chiffre d'affaires, frais de personnel,..) sont intégrés dans les comptes par nature de l'exercice. Conformément à l'analyse de l'ANC ils n'ont pas fait l'objet d'une comptabilisation en résultat exceptionnel.

Evaluation des actifs et des passifs :

L'entreprise ne détient pas dans ses actifs au bilan clos le 31/12/2021 de valeurs susceptibles de devoir faire l'objet d'un test de dépréciation.

Conduite de l'entreprise

L'activité de l'entreprise est très peu impactée par l'épidémie. Elle n'a notamment pas eu besoin de faire appel aux mesures gouvernementales telles que la souscription d'un prêt garanti par l'état (PGE) ou la mise en place de chômage partiel.

A la date d'arrêté des comptes elle est à jour de paiement de l'ensemble de ses passifs

CAP VERT

Société Par Actions Simplifiée au capital de 7 500.00 €

Siège social : 10 rue des Cuirassiers

69003 LYON

383 979 036 RCS LYON

**TEXTE DE LA RESOLUTION D'AFFECTION DU RESULTAT
SOUMISE ET ADOPTÉE A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE EN
DATE DU 30 JUIN 2022**

DEUXIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale sur proposition du président décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2021, s'élevant à -13 297.38 €, de la manière suivante :

- | | |
|---|--------------|
| - d'amortir la perte de l'exercice, s'élevant à | -13 297.38 € |
| sur le compte "Autres Réserves" d'un montant de | 728 140.21 € |
| qui ressortira ainsi à 714 842.83 € | |

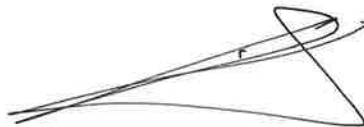
Rappel des dividendes antérieurement distribués

L'assemblée générale, pour répondre aux prescriptions de l'article 243 bis du Code général des impôts, rappelle qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes, au titre des trois exercices précédemment clos.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme

Le Président



CAP-VERT

Société par Actions Simplifiée

10, rue des Cuirassiers

69003 LYON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2021

CAP-VERT

Société par Actions Simplifiée
10, rue des Cuirassiers
69003 LYON

A l'Assemblée générale de la société **CAP-VERT**,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **CAP-VERT** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. . Les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas

fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 30 juin 2022

Le Commissaire aux comptes

SEFAC

Représentée par Monsieur Julien COMPEYRON

Membre de la Compagnie Régionale de Paris



COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

Détail de l'Actif

Etat exprimé en euros

	01/01/2021 31/12/2021	12 mois	01/01/2020 31/12/2020	12 mois	Variations	%
Capital souscrit non appelé						
TOTAL II - Actif Immobilisé NET	513 467,90	43,59	722 427,31	60,85	(208 959,41)	-28,92
Autres immobilisations corporelles	33 985,87	2,89	27 936,98	2,35	6 048,89	21,65
21820000 MATERIEL DE TRANSPORT	43 667,35	3,71	28 790,24	2,43	14 877,11	51,67
21830000 MATERIEL DE BUREAU ET INFORMAT	1 648,00	0,14	1 648,00	0,14		
28182000 AMORTISSEMENT S MATERIEL DE TR	(10 308,64)	-0,88	(2 029,75)	-0,17	(8 278,89)	-407,88
28183000 AMORTISSEMENT S MATERIEL DE BUR	(1 020,84)	-0,09	(471,51)	-0,04	(549,33)	-116,50
Autres participations	15 990,00	1,36	15 990,00	1,35		
26100000 SCCV LES RICHARDES 3	990,00	0,08	990,00	0,08		
26120000 SAS FONCIERE 3.0	5 000,00	0,42	5 000,00	0,42		
26130000 PART S SOCIALES - SCI DESAIX VIVIER	10 000,00	0,85	10 000,00	0,84		
Créances rattachées à des participations	463 492,03	39,35	678 500,33	57,15	(215 008,30)	-31,69
26710000 CREANCES / PART RICHARDES 3	28 688,00	2,44	321 717,54	27,10	(293 029,54)	-91,08
26720000 CREANCES / PART FONCIERE 3.0	267 618,00	22,72	147 500,00	12,42	120 118,00	81,44
26730000 CREANCES / PART DESAIX VIVIER MER	152 652,38	12,96	180 410,79	15,20	(27 758,41)	-15,39
26780000 ICNE S/ CREANCES RATTACHEES A DE	14 533,65	1,23	28 872,00	2,43	(14 338,35)	-49,66
TOTAL III - Actif Circulant NET	664 483,02	56,41	464 795,99	39,15	199 687,03	42,96
Autres créances	260 559,51	22,12	257 092,51	21,65	3 467,00	1,35
44400000 ETAT - IMPOTS SUR LES BÉNÉFICES	19 090,00	1,62	18 676,00	1,57	414,00	2,22
46750000 SEP LYON 2 - CHARLEMAGNE	240 693,84	20,43	237 665,84	20,02	3 028,00	1,27
46751000 SEP VILLEURBANNE - LOUIS GOUX	775,67	0,07	750,67	0,06	25,00	3,33
Disponibilités	403 923,51	34,29	207 703,48	17,49	196 220,03	94,47
51220000 BNP PARIBAS	403 923,51	34,29	207 703,48	17,49	196 220,03	94,47
TOTAL DU BILAN ACTIF	1 177 950,92	100,00	1 187 223,30	100,00	(9 272,38)	-0,78

Détail du Passif

Etat exprimé en euros

	01/01/2021 31/12/2021	12 mois	01/01/2020 31/12/2020	12 mois	Variations	%
TOTAL I - Capitaux propres	723 215,28	61,40	736 512,66	62,04	(13 297,38)	-1,81
Capital Social ou individuel	7 500,00	0,64	7 500,00	0,63		
10000000 CAPITAL	7 500,00	0,64	7 500,00	0,63		
Réserve légale	750,00	0,06	750,00	0,06		
10611000 RESERVE LEGALE	750,00	0,06	750,00	0,06		
Réserves réglementées	122,45	0,01	122,45	0,01		
10620000 RESERVES INDISPONIBLES	122,45	0,01	122,45	0,01		
Autres réserves	728 140,21	61,81	510 705,81	43,02	217 434,40	42,58
10680000 AUTRES RESERVES	728 140,21	61,81	510 705,81	43,02	217 434,40	42,58
Résultat de l'exercice	(13 297,38)	-1,13	217 434,40	18,31	(230 731,78)	-106,12
TOTAL II - Autres fonds propres						
TOTAL III - Total des Provisions						
TOTAL IV - Total des dettes	454 735,64	38,60	450 710,64	37,96	4 025,00	0,89
Emprunts et dettes financières divers	444 463,64	37,73	444 463,64	37,44		
45500200 C/CT COTTARD PIERRE ANTOINE	444 463,64	37,73	444 463,64	37,44		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 700,00	0,74	4 950,00	0,42	3 750,00	75,76
040C 100000 FOURNISSEURS	3 000,00	0,25			3 000,00	
40810000 FACTURES FOURNISSEURS NON PARVE	5 700,00	0,48	4 950,00	0,42	750,00	15,15
Dettes fiscales et sociales	582,00	0,05	307,00	0,03	275,00	89,58
44860000 ETAT - CHARGES A PAYER	582,00	0,05	307,00	0,03	275,00	89,58
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	990,00	0,08	990,00	0,08		
26910000 PARTS NON LIBEREES	990,00	0,08	990,00	0,08		
TOTAL DU BILAN PASSIF	1 177 950,92	100,00	1 187 223,30	100,00	(9 272,38)	-0,78

Détail du Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

	01/01/2021 31/12/2021	12 mois	01/01/2020 31/12/2020	12 mois	Variations	%
Total des produits d'exploitation	360,00		10 800,00	<i>100,00</i>	(10 440,00)	<i>-96,67</i>
Ventes de marchandises						
Production vendue Biens						
Production vendue Services + Travaux			10 800,00	<i>100,00</i>	(10 800,00)	<i>-100,00</i>
Production vendue Services FRANCE			10 800,00	<i>100,00</i>	(10 800,00)	<i>-100,00</i>
70600000 PRESTATIONS DE SERVICES			10 800,00	<i>100,00</i>	(10 800,00)	<i>-100,00</i>
Montant net du chiffre d'affaires			10 800,00	<i>100,00</i>	(10 800,00)	<i>-100,00</i>
Reprises sur provisions, transferts de charges	360,00				360,00	
79100000 TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOIT	360,00				360,00	
Total des charges d'exploitation	21 328,62		12 667,15	<i>117,29</i>	8 661,47	<i>68,38</i>
Autres achats et charges externes	11 918,40		9 858,89	<i>91,29</i>	2 059,51	<i>20,89</i>
60645000 ACHATS FOURNITURES DE BUREAU	286,50		262,50	<i>2,43</i>	24,00	<i>9,14</i>
61510000 ENTRETIEN ET REPARATIONS VEHICU	360,00		79,00	<i>0,73</i>	281,00	<i>355,70</i>
61610000 PRIME D'ASSURANCE			155,89	<i>1,44</i>	(155,89)	<i>-100,00</i>
61620000 ASSURANCE VEHICULE	2 761,04		284,74	<i>2,64</i>	2 476,30	<i>869,67</i>
62260000 HONORAIRES	5 037,20		8 221,40	<i>76,12</i>	(3 184,20)	<i>-38,73</i>
62261000 HONORAIRES JURIDIQUES	2 878,16				2 878,16	
62600000 FRAIS POST AUX			139,20	<i>1,29</i>	(139,20)	<i>-100,00</i>
62700000 SERVICES BANCAIRES & ASSIMILES	595,50		716,16	<i>6,63</i>	(120,66)	<i>-16,85</i>
Impôts, taxes et versements assimilés	582,00		307,00	<i>2,84</i>	275,00	<i>89,58</i>
63514000 TVS	582,00		307,00	<i>2,84</i>	275,00	<i>89,58</i>
Dotation aux amortissements sur immobilisations	8 828,22		2 501,26	<i>23,16</i>	6 326,96	<i>252,95</i>
68112000 DOT AMORT IMMO CORPORELLES	8 828,22		2 501,26	<i>23,16</i>	6 326,96	<i>252,95</i>
Résultat d'exploitation	(20 968,62)		(1 867,15)	<i>-17,29</i>	(19 101,47)	<i>N/S</i>
Bénéfice attribué ou perte transférée	31 741,00		268 575,86	<i>N/S</i>	(236 834,86)	<i>-88,18</i>
75500000 QP BENEFICES SUR OP. EN COMMUN	31 741,00		268 575,86	<i>N/S</i>	(236 834,86)	<i>-88,18</i>
Perte supportée ou bénéfice transféré			352,31	<i>3,26</i>	(352,31)	<i>-100,00</i>
65500000 QP PERTES SUR OP. EN COMMUN			352,31	<i>3,26</i>	(352,31)	<i>-100,00</i>
Total des produits financiers	9 932,03		28 872,00	<i>267,33</i>	(18 939,97)	<i>-65,60</i>
Produits financiers de participations	9 932,03		28 872,00	<i>267,33</i>	(18 939,97)	<i>-65,60</i>
76170000 REVENUS CREANCES RATTACHEES A D	9 932,03		28 872,00	<i>267,33</i>	(18 939,97)	<i>-65,60</i>
Total des charges financières						
Résultat financier	9 932,03		28 872,00	<i>267,33</i>	(18 939,97)	<i>-65,60</i>
Résultat courant avant impôts	20 704,41		295 228,40	<i>N/S</i>	(274 523,99)	<i>-92,99</i>
Total des produits exceptionnels	321 717,54		795 000,00	<i>N/S</i>	(473 282,46)	<i>-59,53</i>

Détail du Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

	01/01/2021 31/12/2021	12 mois	01/01/2020 31/12/2020	12 mois	Variations	%
Produits exceptionnels sur opérations en capital	321 717,54		795 000,00	N/S	(473 282,46)	-59,53
77560000 PROD.CESS.ACTIFS FINANCIERS	321 717,54		795 000,00	N/S	(473 282,46)	-59,53
Total des charges exceptionnelles	352 493,33		795 000,00	N/S	(442 506,67)	-55,66
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	365,00				365,00	
67120000 PENALITES ET AMENDES	365,00				365,00	
Charges exceptionnelles sur opération en capital	352 128,33		795 000,00	N/S	(442 871,67)	-55,71
67560000 VNC DES ACTIFS FINANC. CEDES	352 128,33		795 000,00	N/S	(442 871,67)	-55,71
Résultat exceptionnel	(30 775,79)				(30 775,79)	
Impôts sur les bénéfices	3 226,00		77 794,00	720,31	(74 568,00)	-95,85
69510000 IMPOTS SUR LES BENEFICES	3 226,00		77 794,00	720,31	(74 568,00)	-95,85
Résultat de l'exercice	(13 297,38)		217 434,40	N/S	(230 731,78)	-106,12

ANNEXE LEGALE
31/12/2021

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Principes et conventions générales

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 177 951** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **363 751** euros et un total **charges** de **377 048** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-13 297** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2021** et finit le **31/12/2021**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC **2014-03 et des règlements ANC 2018-07** relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Evaluation des amortissements

Conformément aux règlements du CRC, l'entreprise a opté pour la simplification offerte aux PME consistant à conserver les conditions d'amortissement définies par les usages antérieurs.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

- Agencements et aménagements : Linéaire 8 ans
- Matériel de transport : Linéaire 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : Linéaire 3 ans

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2021
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres						
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels						
Instal., agencement, aménagement divers						
Matériel de transport	28 790		14 877			43 667
Matériel de bureau, mobilier	1 648					1 648
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 438		14 877			45 315
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations	694 490		960 992		1 176 000	479 482
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières						
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	694 490		960 992		1 176 000	479 482
TOTAL	724 929		975 869		1 176 000	524 797

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2021
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
Instal technique, matériel outillage industriels				
Autres Instal., agencement, aménagement divers				
Matériel de transport	2 030	8 279		10 309
Matériel de bureau, mobilier	472	549		1 021
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 501	8 828		11 329
TOTAL	2 501	8 828		11 329

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

	Début exercice	Augmentations	Diminutions		31/12/2021
			Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS REGLEMEENTEES					
Reconstruction gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement					
Provisions pour hausse des prix					
Provisions pour amortissements dérogatoires					
Provisions fiscales pour prêts d'installation					
Provisions autres					
PROVISIONS REGLEMEENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
Pour litiges					
Pour garanties données aux clients					
Pour pertes sur marchés à terme					
Pour amendes et pénalités					
Pour pertes de change					
Pour pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
Sur immobilisations					
{ incorporelles					
{ corporelles					
{ des titres mis en équivalence					
{ titres de participation					
{ autres immo. financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Autres					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
TOTAL GENERAL					

Dont dotations et reprises	<ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 				
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

--

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	463 492	463 492	
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	19 090	19 090	
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers	241 470	241 470		
Charges constatées d'avances				
TOTAL DES CREANCES		724 052	724 052	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	8 700	8 700		
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	582	582		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	990	990		
	Groupe et associés (2)	444 464	444 464		
	Autres dettes				
Dettes représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		454 736	454 736		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)		444 464			

Capital social

Etat exprimé en euros

	31/12/2021	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	500,00	15,0000	7 500,00
	Emises pendant l'exercice			
	Remboursées pendant l'exercice			
	Du capital social fin d'exercice	500,00	15,0000	7 500,00

--

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Total des Charges à payer		6 282
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		5 700
<i>FACTURES FOURNISSEURS NON PARVENUES</i>	5 700	
Dettes fiscales et sociales		582
<i>ETAT - CHARGES A PAYER</i>	582	

Filiales et participations

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Capitaux
propresQuote-part
détenue en
pourcentageRésultat
du dernier
exercice clos

A. Renseignements détaillés

1. Filiales (Plus de 50 %)

SCCV LES RICHARDES 3
SAS FONCIERE 3.0

28 939
11 435

99,00
50,00

28 939
435

2. Participations (10 à 50 %)

SCI DESAIX VIVIER-MERLE
SEP VILLEURBANNE - LOUIS GOUX
SEP LYON 2 - CHARLEMAGNE

35 149
(180)
6 056

32,26
50,00
50,00

682
(180)
6 056

B. Renseignements globaux

1. Filiales non reprises en A.

- a) françaises
- b) étrangères

2. Participations non reprises en A.

- a) françaises
- b) étrangères

Informations complémentaires

Etat exprimé en euros

Les impacts de l'épidémie COVID-19 sur les comptes de l'exercice

Conformément à l'analyse des Autorités des Normes Comptables (ANC), l'épidémie est née au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2021. A ce titre l'entreprise communique les informations complémentaires suivantes :

Impacts sur le résultat de l'exercice :

Les éventuels impacts sur le niveau de l'activité et ses conséquences sur les agrégats de l'entreprise (chiffre d'affaires, frais de personnel,..) sont intégrés dans les comptes par nature de l'exercice. Conformément à l'analyse de l'ANC ils n'ont pas fait l'objet d'une comptabilisation en résultat exceptionnel.

Evaluation des actifs et des passifs :

L'entreprise ne détient pas dans ses actifs au bilan clos le 31/12/2021 de valeurs susceptibles de devoir faire l'objet d'un test de dépréciation.

Conduite de l'entreprise

L'activité de l'entreprise est très peu impactée par l'épidémie. Elle n'a notamment pas eu besoin de faire appel aux mesures gouvernementales telles que la souscription d'un prêt garanti par l'état (PGE) ou la mise en place de chômage partiel.

A la date d'arrêt des comptes elle est à jour de paiement de l'ensemble de ses passifs